



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 9 – 4 mars 2022

Sommaire

Fait marquant

- BP et Shell se désengagent de leurs joint-ventures en Russie

Climat & Energie

- L'augmentation record des prix de l'énergie pourrait avoir des répercussions plus importantes pour les ménages vivant dans des logements mal isolés
- Les britanniques sont contraints de recourir davantage au crédit pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie

Environnement

- L'*Environment Agency* aurait déclassé 93 % des poursuites pour pollution grave en quatre ans
- Une étude d'*Imperial College London* appelle le Gouvernement britannique à suivre les recommandations de l'OMS en matière de réduction d'émissions de particules fines

Industrie

- *Make UK* publie son rapport *Manufacturing Monitor* qui présente les enjeux les plus pressants pour les producteurs britanniques
- La *Confederation of British Industry (CBI)* invite le Gouvernement à prendre des mesures pour favoriser la croissance économique
- Le Gouvernement aurait été informé des risques liés aux revêtements inflammables (*cladding*) quinze ans avant l'incendie de la *Grenfell Tower*

Transport

- L'aide financière accordée à TfL (*Transport for London*) est prolongée jusqu'au 24 juin 2022
- Le Gouvernement prend plusieurs sanctions envers la Russie dans le secteur des transports

Fait marquant

BP et Shell se désengagent de leurs joint-ventures en Russie

BP et Shell ont pris la décision de se retirer de leurs joint-ventures respectives en Russie à la suite de l'invasion russe en Ukraine. [BP](#) a pris la décision dimanche 3 mars de se séparer dans un avenir proche de sa participation de 19,75 % dans la compagnie Rosneft. De plus, le directeur général de BP, Bernard Looney, et son prédécesseur, Bob Dudley, ont démissionné du conseil d'administration du groupe pétrolier russe. Cette décision avait été évoquée dès le dimanche 27 février, après un entretien entre le directeur du groupe et le ministre britannique en charge de l'énergie Kwasi Kwarteng. Ce dernier a salué la décision de l'entreprise, estimant que l'invasion russe devait être « un signal d'alarme pour les entreprises britanniques ayant des intérêts commerciaux en Russie ». BP, présent depuis trois décennies en Russie, y était jusqu'à présent l'un des plus gros investisseurs étrangers. [Le conseil d'administration de Shell](#) a également annoncé « son intention de se retirer de ses coentreprises avec Gazprom et des entités liées ». Le groupe anglo-néerlandais a précisé que cela comprendrait sa participation de 27,5 % dans l'installation de gaz naturel liquéfié Sakhalin-2, sa participation de 50 % dans le développement des champs pétroliers de Salym en Sibérie occidentale et la coentreprise Gydan avec Gazprom pour explorer et développer des puits de gaz sur la péninsule de Gydan, au nord-ouest de la Sibérie. Shell va aussi mettre fin à sa participation au sein du projet Nord Stream 2. Cette décision fait également suite à un entretien entre Kwasi Kwarteng et Ben van Beurden, le PDG de Shell.

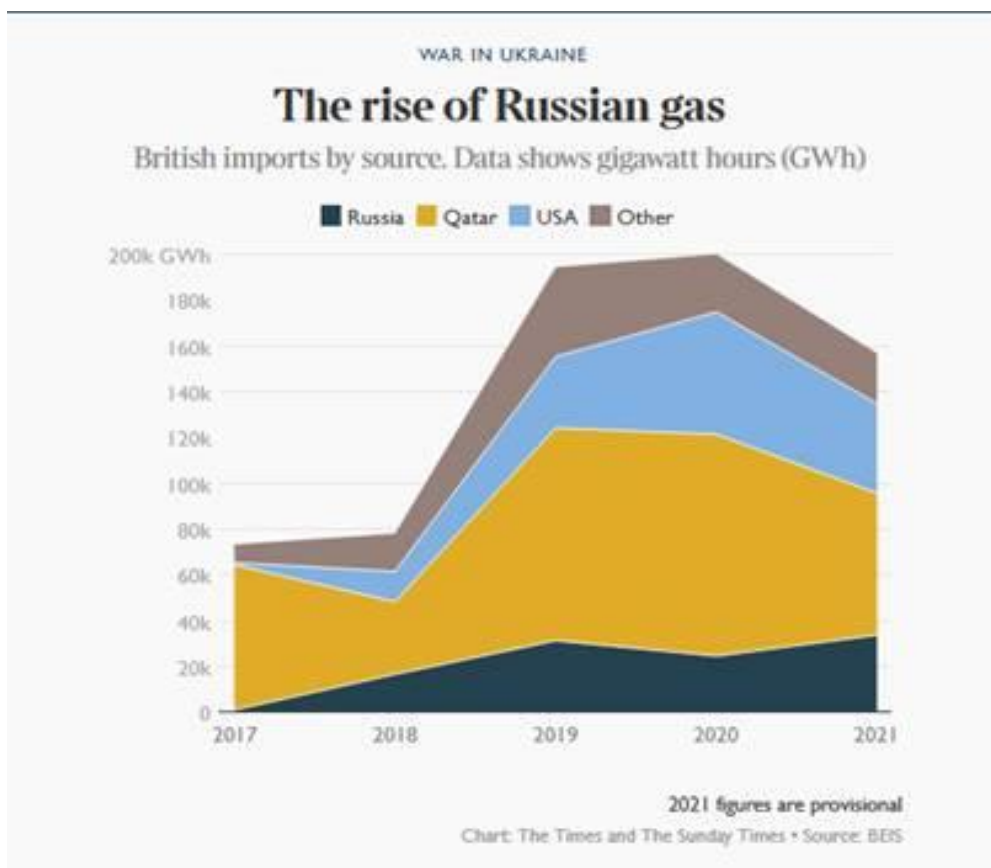
Le chiffre de la semaine

151,25 pences

C'est le prix qu'a atteint en moyenne le litre d'[essence](#) dimanche 27 février selon les chiffres du Royal Automobile Club (RAC), soit environ 1,82 €/l, et dépassant pour la première fois 150 pences par litre. Le prix du diesel a également atteint un nouveau record à 154,74 p/L (1,86 €/l).

Le graphique de la semaine





Le RU pourrait dépenser 4 Md£ en gaz naturel liquéfié importé de Russie cette année en cas de maintien des prix au cours actuel. Selon le journal *The Times*, reprenant des chiffres du *BEIS*, la dépendance du Royaume-Uni au gaz russe a doublé au cours des quatre dernières années. Le Royaume-Uni a importé de Russie en 2021 l'équivalent de 33,7 millions de mégawatt heure de gaz naturel liquéfié (GNL), contre 15,6 millions en 2018.

Climat & Energie

L'augmentation record des prix de l'énergie pourrait avoir des répercussions plus importantes pour les ménages vivant dans des logements mal isolés

[Une étude](#) de la *Resolution Foundation* et du centre de performance économique de la *London School of Economics* indique que l'impact de la hausse des prix de l'énergie se traduira par un surcoût de 390 £ par an pour les ménages vivant dans des logements mal isolés. Le surcoût, à l'échelle du Royaume-Uni, représentera 3,9 Md£ à la charge des 6 millions de ménages britanniques vivant dans des logements notés de D à G dès le 1^{er} avril avec la hausse de 54 % du plafond des prix de l'énergie (*price cap*). Se basant sur ces chiffres, les auteurs de l'étude mettent en exergue l'importance de la rénovation énergétique des bâtiments et saluent la décision du Gouvernement d'imposer aux logements loués par des particuliers d'atteindre une note de C d'ici

2028. Ils déplorent toutefois qu'aucun plan n'ait été annoncé concernant les deux tiers des logements du parc immobilier britannique occupés par leurs propriétaires.

Les britanniques sont contraints de recourir davantage au crédit pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie

Selon une estimation de [Credit Karma](#), plateforme de crédit et de gestion financière, les ménages britanniques ont contracté des emprunts totalisant près de 5 Md£ pour couvrir les coûts résultant de la hausse de 23 % des prix du gaz et de l'électricité depuis le début de l'année 2021. Un sondage réalisé par cette même plateforme révèle que 80 % de ceux qui se sont endettés pour couvrir leurs factures énergétiques s'inquiètent déjà de la façon dont ils rembourseront leur prêt. Le [Department for Business, Energy and Industrial Strategy \(BEIS\)](#) a indiqué parallèlement que la pauvreté énergétique avait augmenté de 11 % ces deux dernières années. Le *BEIS* prévoit qu'elle concernera un ménage anglais sur dix en 2022, sans même prendre en compte les facteurs exogènes comme la récente envolée des prix de l'énergie dus à la reprise économique et à la crise Ukrainienne.

Environnement

Flash – [Alok Sharma, président de la COP26](#) a lancé un avertissement sévère sur les conséquences de l'inaction climatique à l'occasion de la publication du dernier rapport du GIEC.

Flash – Le [syndicat Prospect](#) s'inquiète des faibles rémunérations pratiquées au sein de *Natural England*, l'agence chargée de la protection de la nature en Angleterre. Alors que les salaires auraient baissé de 20 % en 10 ans en termes réels, il estime que l'agence pourrait se trouver confrontée à des difficultés en matière de recrutement et ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs, selon [son dernier rapport](#).

L'Environment Agency aurait déclassé 93 % des poursuites pour pollution grave en quatre ans

[L'Environment Agency](#) aurait déclassé 93 % des poursuites pour pollution grave entre avril 2016 et décembre 2020, malgré les recommandations de ses agents, selon un rapport interne ayant fuité dans la presse. Les enquêteurs de l'agence auraient rassemblé des preuves et instruit des dossiers portant sur 495 incidents graves, impliquant plusieurs types de pollution de rivières et des eaux côtières, ainsi que des infractions graves liés à la gestion des déchets, selon le rapport. Alors qu'ils auraient recommandé que l'agence engage des poursuites dans tous les cas, seuls 35 d'entre eux ont fait l'objet de poursuites, les autres étant traités par une sanction plus légère, telle qu'une lettre d'avertissement, ou ont été classés sans suite.

Une étude d'Imperial College London appelle le Gouvernement britannique à suivre les recommandations de l'OMS en matière de réduction d'émissions de particules fines

Une nouvelle étude de [l'Imperial College London](#) s'appuyant sur plusieurs initiatives déjà existantes, comme la campagne *Clean Air for All*, a démontré que le nombre d'individus souffrant de maladies respiratoires déclinera de 150 000 par an au RU d'ici 2030 si le Gouvernement britannique mettait immédiatement en place un nouvel objectif de réduction des émissions de particules fines aligné sur la limite recommandée par l'OMS de 10 microgrammes par mètre cube d'air. Alors que la limite légale annuelle moyenne au Royaume-Uni (PM_{2,5}) est de 20 microgrammes par mètre cube d'air, cette limite devra être abaissée dès octobre 2022 comme le prévoit l'*Environment Act 2021* via l'adoption d'ordonnances (*statutory instruments*).

Industrie

Flash – Le RU crée un fonds de [260 M£](#) destiné à soutenir la recherche médicale et la production de produits innovants dans le domaine de la santé ; 200 M£ seront investis pour permettre à la recherche d'accéder plus facilement aux données du *NHS* et 60 M£ seront consacrés au soutien aux investissements dans la production de produits innovants (thérapies cellulaires et génétiques, technologies de diagnostic et dispositifs médicaux).

Flash – Les sanctions économiques contre la Russie conduisent à une nouvelle [hausse](#) des coûts des intrants dans l'industrie manufacturière britannique, en particulier les prix de l'énergie, et à de nouvelles perturbations sur les chaînes mondiales d'approvisionnement, selon plusieurs analyses économiques.

Flash – L'[usine](#) du groupe *BMW* située près d'Oxford, qui produit le modèle Mini, va interrompre sa production du 7 au 11 mars en raison d'une pénurie de composants importés depuis l'Ukraine.

Flash – Le Gouvernement britannique a salué la [décision](#) du groupe automobile *Jaguar Land Rover* de suspendre ses exportations vers la Russie. Les constructeurs automobiles britanniques exportent très peu vers la Russie (moins de 10 000 véhicules sur une production totale de 860 000 véhicules en 2021).

Flash – Selon les [chiffres de février de la SMMT](#) (fédération britannique des constructeurs automobiles), les immatriculations de voitures ont été supérieures de 15 % à celles de février 2021 mais demeurent inférieures de 25,9 % à celles de février 2020, dans un contexte d'incertitude et de contraintes d'approvisionnement en semi-conducteurs. La part de marché des voitures électriques et hybrides continue de progresser fortement (17,7 % pour les véhicules purement électriques), et dépasse désormais celle des véhicules uniquement thermiques, conduisant la fédération à renouveler ses demandes de mesures pour favoriser le développement des infrastructures de recharge.

Make UK publie son rapport *Manufacturing Monitor* qui présente les enjeux les plus pressants pour les producteurs britanniques

La hausse prévue des cotisations sociales (*National Income Contribution, NIC*) en avril 2022 constitue l'une des principales sources d'inquiétude pour le [secteur manufacturier](#). 60 % des entreprises interrogées jugent que cette augmentation aura un impact modéré ou significatif sur le recrutement et 72 % affirment qu'elles répercuteront sur leurs clients la hausse de leurs coûts

salariaux. *Make UK* invite à reporter la mise en œuvre de cette mesure jusqu'à ce que l'économie britannique soit dans une position plus « robuste » et afin de ne pas aggraver les difficultés de recrutement du secteur. Le taux de vacance dans l'industrie manufacturière a en effet augmenté de 91 % depuis mars 2020, contre 65 % pour l'ensemble de l'économie britannique. Les difficultés à recruter des travailleurs européens après le Brexit, la hausse des salaires, le choix par de nombreux employés de réduire leur temps de travail ou prendre une retraite anticipée (57 % des entreprises interrogées seraient touchées par ce phénomène) expliquent ces difficultés de recrutement.

S'y ajoute une hausse du coût des intrants (matières premières, énergie, coûts logistiques) qui devrait se poursuivre en 2022 : 49 % des producteurs interrogés estiment que les prix de l'énergie ne reviendront pas à la normale avant au moins un an et 43 % font un constat similaire concernant les matières premières. Enfin, la mise en œuvre de nouveaux contrôles douaniers à l'importation depuis le 1^{er} janvier 2022 a créé des coûts supplémentaires pour 62 % d'entre eux. Face à ces difficultés et au risque d'une baisse significative de l'investissement privé, *Make UK* invite à prolonger les déductions fiscales sur les investissements en capital (*super-deduction*) au-delà d'avril 2023.

La Confederation of British Industry (CBI) invite le Gouvernement à prendre des mesures pour favoriser la croissance économique

L'organisme professionnel appelle le chancelier de l'Echiquier à faire des annonces visant à favoriser l'[investissement](#) à l'occasion du *Spring Statement* de ce dernier (présentations des prévisions budgétaires du gouvernement devant le Parlement). La *CBI* affirme que ses propositions permettraient de dégager 100 Md£ de recettes supplémentaires pour le Trésor d'ici 2023 tout en atteignant une croissance annuelle de 2,5 %. Dans un contexte de hausse généralisé du coût des intrants, la *CBI* demande une prolongation des mesures de *super-deduction* sur les investissements productifs (permettant notamment un suramortissement de 130 % des dépenses d'investissement, cf. supra), ce qui se traduirait, selon l'organisation, par une hausse des investissements privés de 40 Md£ par an d'ici 2026. La *CBI* recommande également d'augmenter les financements publics dédiés à l'apprentissage et à la formation. Par ailleurs, les entreprises interrogées par la *CBI* reconnaissent les bénéfices de la transition écologique, tant en matière de croissance que de créations d'emplois, mais estiment que le « manque d'orientations » de la part du gouvernement constituerait un frein à l'investissement dans les technologies décarbonées.

Le Gouvernement aurait été informé des risques liés aux revêtements inflammables (*cladding*) quinze ans avant l'incendie de la Grenfell Tower

L'incendie de la *Grenfell Tower* en 2017 avait conduit le Gouvernement à lancer en 2018 une [enquête](#) qui a donné lieu à la publication d'un premier rapport cette même année. Cette enquête cherche notamment à déterminer comment la libéralisation des normes de construction britanniques dans les années 1990 et 2000 a pu favoriser l'utilisation de matériaux dangereux. [Anthony Burd](#), principal responsable de la sécurité incendie puis responsable de la politique technique des normes de construction de 2000 à 2013, est le premier haut fonctionnaire à être interrogé dans le cadre de cette enquête. Il a reconnu que dès 2002, des tests avaient démontré les [risques](#) majeurs d'incendie posés par les revêtements utilisés pour la construction de la *Grenfell Tower* et de plus de 400 barres d'immeubles au RU. Lors des tests menés sur ces panneaux de revêtements, les flammes avaient atteint 20 mètres de hauteur en moins de cinq minutes. Les résultats de ces tests, qui recommandaient de ne pas utiliser de tels revêtements sur

les grands immeubles, n'auraient pas été rendus publics à l'époque. Anthony Burd a toutefois nié toute tentative de dissimulation de la part du Gouvernement.

Transport

Flash – Le 1^{er} mars les prix des billets de [train](#) en Angleterre et au Pays de Galles ont augmenté de 3,8 % en moyenne.

Flash – Un peu plus de [150 M£](#) seront accordés aux secteurs des bus et métros légers (*light rail*) entre avril et octobre 2022, afin d'accompagner leur reprise post-pandémique. Le précédent plan de soutien arrivait à échéance le 5 avril 2022.

Flash – Le sponsoring d'*Emirates Air Line*, qui permet de financer le fonctionnement du [London Cable Car](#) (téléphérique reliant les deux rives de la Tamise à l'est de Londres), arrive à échéance en juin 2022. *Transport for London (TfL)* n'est pour l'instant pas parvenu à trouver un sponsor, même pour une fraction du prix actuel (3,6 M£ par an), et pourrait devoir assumer les coûts de fonctionnement de ce téléphérique.

L'aide financière accordée à TfL (*Transport for London*) est prolongée jusqu'au 24 juin 2022

Il s'agit du quatrième plan d'aide d'urgence ([funding settlement](#)) conclu entre *TfL* et le *Department for Transport (DfT)*. Il prévoit une aide de 200 M£, portant à près de 5 Md£ le [soutien financier](#) du Gouvernement accordé à *TfL* depuis mars 2020. Selon les termes de l'accord, le maire de Londres devra étudier différentes mesures permettant de lever entre 500 M£ et 1 Md£ de revenus supplémentaires pour *TfL* à partir de 2023. *TfL* devra en outre réduire ses coûts de fonctionnement d'au moins 400 M£ en 2022 et 2023, mettre en œuvre un « plan de modernisation accélérée » et réformer le système de retraite des conducteurs de métro afin de le rendre financièrement viable. L'accord ouvre la possibilité à des investissements de plus long terme de la part du gouvernement, conditionné au maintien d'une coopération régulière entre *TfL*, le maire de Londres et le *DfT*. Ces annonces n'ont pas empêché une grève sur l'ensemble des lignes du métro londonien les 1^{er} et 3 mars, à l'initiative du syndicat *RMT (Rail, Maritime and Transport)*. Les conducteurs de métro craignent une dégradation de leurs conditions de travail et de leurs pensions de retraite au vu des efforts financiers imposés par les différents plans d'urgence. La *RMT* a confirmé qu'elle mènerait certainement des actions similaires dans les prochains mois.

Le Gouvernement prend plusieurs sanctions envers la Russie dans le secteur des transports

Les avions de la compagnie aérienne russe *Aeroflot* ne peuvent plus survoler l'espace aérien britannique depuis le 24 février. En représailles, la Russie a interdit le survol de son territoire à l'ensemble des compagnies aériennes britanniques (une mesure qui s'applique également aux compagnies européennes). Cette décision devrait rallonger les temps de [vols](#) vers l'Asie et augmenter les coûts du carburant, dans un contexte de prix déjà élevés. Les principales compagnies britanniques estiment cependant que l'impact commercial et financier devrait être modéré : seule *British Airways* opérait des vols directs avec la Russie, à raison de trois par semaine, et les restrictions sanitaires imposées par de nombreux pays d'Asie (dont la Chine et le Japon) avaient conduit les

compagnies britanniques à réduire leur offre vers ces destinations. Par ailleurs, le RU a annoncé qu'il interdisait l'accès aux [ports](#) britanniques à tout navire « contrôlé, affrété ou exploité par une personne liée à la Russie ou toute personne ayant fait l'objet de sanctions, ainsi qu'aux navires battant pavillon russe ou enregistrés en Russie ». La *British Ports Association (BPA)*, organisation professionnelle représentant les principaux ports britanniques, appliquera cette interdiction mais souligne qu'elle lui pose des difficultés tant en matière de droit de la mer (*open port duty*) que d'obligations contractuelles. Le *DfT* a précisé que cette décision n'empêcherait pas la livraison d'hydrocarbures russes vers le RU, l'interdiction ne visant pas l'origine des produits importés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international